

idées haut

c'est-à-dire

soigne ta gauche

Traité européen ou pas ? Droit de vote des étrangers ou non ? Dépénalisation du cannabis ou répression ? Pigeons ou dindons ? Chaque polémique médiatique, chaque promesse de campagne non tenue, chaque sortie solo d'un ministre brisant la philharmonie gouvernementale illustre l'éternelle pluralité de la gauche dont Jacques Julliard vient de dresser l'histoire et l'inventaire dans un volumineux ouvrage (Les Gauches françaises, Flammarion). L'historien-éditorialiste répertorie quatre gauches (libérale, jacobine, collectiviste, libertaire) et les incarne par d'emblématiques portraits croisés : Voltaire et Rousseau, Danton et Robespierre, Blum et Thorez... On pourrait prolonger cette liste par Hollande et Mélenchon, Aubry et Poutou, et pousser jusqu'au sein même du PS (les fameux courants) et d'un gouvernement qui déploie son aile droite (Moscovici, Valls...) et son aile gauche (Montebourg, Taubira...) sans parvenir à décoller. Mais quelle gauche s'occupera de la souffrance au travail ? On a peu entendu notre ministre de tutelle, et pour le salarié ce n'est pas encore Noël au pied du Sapin. On devine la rhétorique de circonstance : la crise économique, la dette de l'État, la menace terroriste sont des problèmes plus urgents... Vous en avez marre de travailler plus sans gagner plus ? Ne vous plaignez pas, vous avez un boulot ! Si vous n'êtes pas content, laissez la place aux millions de chômeurs qui pointent à Pôle emploi ! Justement, fort taux de chômage, primauté des chiffres, compétitivité exacerbée, pression sur les salaires, trouille de perdre son emploi, humiliations managériales, culte de la performance et souffrance au travail sont liés : cela s'appelle le néolibéralisme, qui a infecté le corps politique et social depuis trente ans. Se préoccuper des salariés autant que des chômeurs sans opposer les uns aux autres, ce devrait être une mission essentielle de la gauche, quelle que soit sa tendance.

Serge Kaganski



le travail, pas la santé

Dépressions, burn-out, suicides... : les symptômes de la souffrance au travail, identifiés par les sociologues depuis vingt ans, se développent. Tandis que les effets mortifères de l'idéologie managériale se perpétuent, la gauche politique et intellectuelle semble délaissier la question.
par Jean-Marie Durand



La nécessité d'affirmer la "centralité politique du travail" : préalable absolu à une prise de conscience salutaire, selon le sociologue Christophe Dejours

autres pathologies de la surcharge –, l'État et les managers s'en moquent largement, prétextant l'urgence de mener la guerre contre le chômage. Soyez heureux de souffrir au travail, au moins vous avez un emploi...

La misère du raisonnement dominant épouse la misère de ceux qui crèvent de l'injonction qui leur est faite de se sentir heureux. "Vivre en niant ce qui nous angoisse est notre lot", souligne Dejours, pour qui l'idéologie gestionnaire du "new public management" déshumanise le monde du travail en isolant les individus, en imposant le management par objectifs (faire plus avec moins) ou l'évaluation individuelle des performances, dont les résultats ne reflètent pas l'ensemble du travail. "Comment ne pas voir que le seul résultat ne dit rien même de la quantité de travail investie ? Comment le réduire à un résultat chiffré alors qu'il engage la personnalité tout entière ?"

Depuis quarante ans, l'approche clinique et psychodynamique du travail menée par Dejours tente de comprendre "le succès de ce système qui parvient à conserver l'assentiment de ceux qu'il maltraite chaque jour". Le changement d'organisation ne peut précisément surgir que d'une réappropriation collective : ce n'est pas le harcèlement au travail qui est nouveau mais "le fait de devoir affronter seul". "Le sentiment d'isolement au sein d'un environnement hostile, l'expérience de l'abandon, du silence, de la lâcheté des autres, voilà la marque de notre organisation du travail." Or le sociologue persiste à penser que le travail est un "lieu unique d'émancipation et d'expérimentation de la vie en commun", qu'il "contient un potentiel éthique par la coopération qu'il implique entre les individus".

L'idéologie managériale nie tout ce que les gens mettent d'eux-mêmes dans le travail ; l'engagement de leur subjectivité n'entre plus dans le circuit de la reconnaissance. Or les salariés que Dejours rencontre "ne nourrissent pas l'illusion d'être reconnus par un patron (...), ils revendiquent que leur contribution le soit, et qu'en outre, elle soit reconnue comme indispensable ; la distinction est essentielle : le jugement d'utilité porte sur le travail et non sur la personne. (...) Mal poser la question ►

Le travail tue, on le constate tous les jours (un suicide par jour à cause du mal-être au travail), on en mesure les causes et les mécanismes depuis une vingtaine d'années grâce aux travaux décisifs de sociologues comme Christophe Dejours, Danièle Linhart, Vincent de Gaulejac, Robert Castel, Alain Ehrenberg, Richard Sennett... Les salariés ne sont pas tous morts, mais tous sont frappés. Quelque chose de destructeur est à l'œuvre dans toutes les branches professionnelles du privé ou du public (services, industrie, professions libérales...), toutes les catégories (cadres, employés, ouvriers, techniciens...). Partout se manifestent les mêmes symptômes : stress, perte de sens, dépression, désenchantement, épuisement, incompréhension...

Et pourtant tout continue, comme si de rien n'était. La souffrance au travail, noyée dans la masse des souffrances

sociales qui l'englobent, ne forme pas le cadre d'une politique publique affirmée.

Comme le remarque le sociologue Christophe Dejours dans *La Panne*, son nouveau livre d'entretien avec Béatrice Bouniol, "la pensée du travail est à ce point en friche qu'un président de la République a pu se faire élire en 2007 sur le slogan 'travailler plus pour gagner plus', à un moment où les pathologies de surcharge explosaient, de la dépression au burn-out."

Depuis la publication, en 1998, du livre marquant de Christophe Dejours, *Souffrance en France*, la question du mal-être au travail occupe cette place ambivalente dans le débat public, à mi-chemin de la marginalité politique et de la centralité de ses enjeux perçus par les sociologues, réalisateurs ou romanciers. Si de plus en plus d'indices témoignent de cette déshumanisation – suicides, dépressions, burn-out, troubles musculo-squelettiques et

de la reconnaissance, ce n'est pas répondre à la souffrance." Dejours pose surtout comme préalable absolu à une prise de conscience salutaire la nécessité d'affirmer la "centralité politique du travail".

Pour avoir délaissé cet enjeu depuis des années, la gauche a de ce point de vue une responsabilité particulière. L'intellectuel et syndicaliste italien Bruno Trentin s'interrogeait dès 1997 sur le sens de cet abandon par la gauche politique et intellectuelle dans une magistrale réflexion, *La Cité du travail*, dont l'édition française est préfacée par Jacques Delors et le sociologue Alain Supiot. Alors que la gauche accompagne sur un mode compassionnel la dégradation des conditions de vie et de travail engendrées par la globalisation, Trentin rappelle qu'on ne saurait "penser la liberté dans la cité sans la penser d'abord dans le travail".

Le lieu par excellence de la conquête de soi, c'est le travail. La réflexion de Trentin

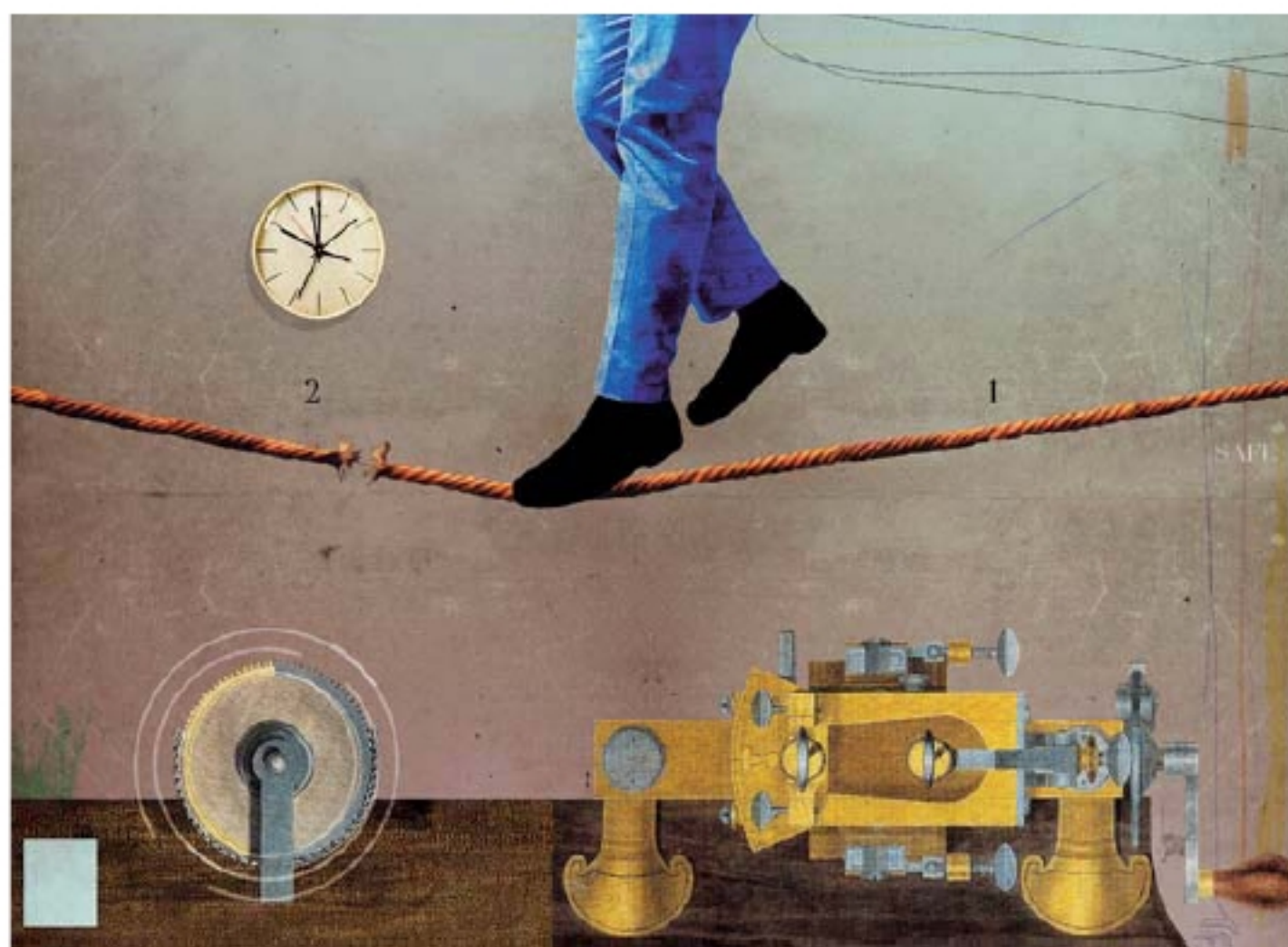
s'ancre dans la "crise du compromis fordiste" : base de l'État social, il a consisté à échanger de la sécurité économique contre de la dépendance au travail, à "faire payer aux entreprises le prix d'une aliénation jugée inévitable dans son principe". La gauche doit pourtant reconsidérer les bases de cette adhésion à une conception du travail dépassée, liée à la seconde révolution industrielle. Car la troisième a depuis opéré une nouvelle redistribution des pouvoirs, débouchant sur une "augmentation simultanée des responsabilités et de la précarité dans un contexte de restructuration permanente des entreprises".

La fascination de la gauche pour la rationalisation technique du travail souligne qu'elle "n'a rien de crédible à dire face au tour pris par le nouveau capitalisme globalisé". Un constat partagé par le sociologue Vincent de Gaulejac et le journaliste Antoine Mercier, qui analysent ce "phénomène social total"

dans un revigorant *Manifeste sur le mal-être au travail*.

Identifiant clairement les symptômes et les raisons de ce mal-être (pression, culture de l'urgence, instrumentalisation, injonctions paradoxales, isolement, dégradation de l'amour du métier, perte de sens...), les auteurs invitent à réarticuler la question de la souffrance au travail à un cadre politique global qui oserait enfin déconstruire un système, critiquer frontalement les présupposés de l'idéologie gestionnaire qui imprègne nos vies professionnelles sans que personne, sinon chacun dans sa propre expérience isolée, n'y prête attention. ■

La Panne – Repenser le travail et changer la vie de Christophe Dejours, entretien avec Béatrice Bouniol (Bayard), 178 pages, 19 €
La Cité du travail – Le fordisme et la gauche de Bruno Trentin (Fayard), 448 pages, 25 €
Manifeste pour sortir du mal-être au travail de Vincent de Gaulejac et Antoine Mercier (Desclée de Brouwer), 186 pages, 15 €



Laurindo Feliciano

La sécurité, pas si sûre

Au fil des siècles, le concept de sécurité a évolué, jusqu'à sa vampirisation par la culture de la peur.

Obsédante, fantasmée, revendiquée à tout-va, la sécurité s'est imposée dans le débat public comme un enjeu politico-médiatique crucial. Comme si de l'espérance de son accomplissement dépendait l'avènement de la paix sociale. Les responsables politiques énoncent doctement que la sécurité est la première des libertés, mélangeant aussi bien la sécurité dans les quartiers que la sécurité alimentaire, sanitaire, énergétique ou informatique. Par-delà les points aveugles et les effets démagogiques dont les politiques, y compris à gauche (cf. le discours de Manuel Valls), abusent depuis des années, la sécurité reste pourtant un concept trop mal défini pour que l'on se satisfasse des effets d'affichage. Qu'est-ce, en effet, que

la sécurité ? Un sentiment, des forces matérielles, un écran de fumée, une obsession pathologique, un bien marchand, une source de légitimité ?

La lecture généalogique qu'en fait le philosophe Frédéric Gros dans *Le Principe sécurité* éclaire les territoires sémantiques et tous les champs d'application possibles d'un vieux principe existentiel. L'auteur distingue quatre foyers de sens, rattachés à quatre traditions de pensée : la sécurité comme état mental, caractéristique première du sage joyeux et serein, promue par les présocratiques ; la sécurité comme situation objective, état du monde caractérisé par une absence de dangers et la disparition des menaces, évoquée par la pensée millénariste au Moyen Âge ; la sécurité comme garantie par l'État des droits fondamentaux, de la conservation des biens et des personnes, de l'intégrité territoriale, théorisée par les pensées du contrat social au XVIII^e siècle ; et la sécurité comme biosécurité et contrôle des flux, propre à notre époque.

Évolutive, rétive à toute définition fixe et rigide, la notion est d'autant plus complexe, surtout lorsque les "vendeurs de sécurité ont les poches pleines", quand les peurs s'amplifient. Frédéric Gros insiste sur l'idée que la sécurité existe avant tout lorsque l'individu est reconnu comme sujet de droits, même s'il rappelle qu'elle implique aussi la surveillance continue des sujets, dans la lignée des travaux de Foucault sur le pouvoir disciplinaire. "Une grande partie de l'histoire moderne de la sécurité s'est jouée dans la rivalité entre le juge, le policier et le soldat, chacun prétendant détenir le sens le plus accompli de la sécurité", souligne l'auteur.

Si aujourd'hui, la sécurité est devenue "une marchandise qui favorise la culture de la peur", Frédéric Gros trouve un point commun à toutes les variations conceptuelles de la sécurité : elle serait "toujours une retenue de la catastrophe". Au "bord du désastre", la sécurité retient, régule, contrôle, fige le réel en négligeant par exemple "l'augmentation délirante des inégalités". La sécurité, c'est aussi la catastrophe de la stérilité politique, c'est-à-dire l'inverse du *Principe responsabilité* théorisé par Hans Jonas. **J.-M. D.**

Le Principe sécurité de Frédéric Gros (Gallimard), 304 pages, 21 €